

# STALINE ET LE STALINISME

## *1/8 - Avertissement*

Remerciements : Mireille, Olivier, Hugues, Jean-Pierre, Robert, Rico, Patrick...

De quoi est-il question avec ces conférences sur Staline ? Il ne s'agit pas de proposer une énième histoire de la période stalinienne, mais de s'interroger sur la nature de l'État et de la société entre 1917 et 1991. Était-ce du socialisme ou du communisme ? Ma réponse va être clairement négative. Ça n'en était pas. Il y avait, certes, des formes sociales – telles la protection sociale et l'éducation – qui évoquaient le socialisme, et il est à remarquer qu'elles font l'objet, jusqu'à aujourd'hui, d'une nostalgie évidente, mais beaucoup d'autres aspects fondamentaux – à commencer par l'absence de démocratie et les crimes - contrevenaient aux critères du socialisme/communisme. Les puissants n'hésitent pas à stigmatiser ces aspects indéniables du régime soviétique, en oubliant un peu vite que le régime bourgeois a, lui aussi, assuré sa suprématie à travers la violence, la rapine et les crimes, que ce soit dans le cadre hexagonal ou colonial. Mais, peut-être la bourgeoisie pense-t-elle que les méfaits commis dans le cadre de sa révolution à elle valent d'office absolu...

Je reviens à la question que je posais : était-ce du socialisme/communisme entre 1917 et 1991 ? Oui, répond à l'unisson le système politico-médiatique. Pour lui, l'URSS et ses satellites étaient des pays communistes, et leur échec est l'échec du communisme et de l'idée

communiste. Cette manipulation fonctionne encore à plein régime aujourd'hui.

Ma thèse est bien différente : le communisme n'a encore jamais été essayé de par le monde.

Et, ici, je pose une balise sémantique. Tous les pays "socialistes" ou "communistes" dont il va être question au cours des exposés à venir, je vais les nommer « **pays d'orientation socialiste/communiste** ». Je suis en cela la pratique recommandée par Robert Charvin, qui trouve cette formule plus prudente parce qu'elle exprime une *tendance*, un *mouvement vers*, et se garde d'appliquer à des réalités particulièrement diverses des qualificatifs définitifs et sans nuances. Il nous sera toujours loisible de compléter cette première formule à mesure que notre enquête mettra au jour des aspects particuliers.

Un mot sur ma démarche et ma posture. Ma démarche est celle de l'éducation populaire : je cherche à être utile au camp populaire. En particulier, je pense à la jeunesse, qui sait peut de choses sur ces sujets, et qui a besoin de savoir pour mieux comprendre ses aînés, pour mieux comprendre le présent à la lumière du passé. « **Connais-toi toi-même** » disait Socrate ; l'étude de ces questions y contribue. Quant à ma posture, elle résulte de ce qui vient d'être dit : je m'efforce de me tenir à distance respectable de mon sujet afin de préserver ma capacité critique (et auto-critique). Ces formules s'appliquent, d'ailleurs, à toutes les conférences passées (et à venir...). J'essaie de mettre à disposition de celles et ceux qui veulent bien y prêter attention les résultats des meilleurs travaux critiques sur un sujet donné. Ces travaux ne sont pas forcément reconnus – ni même connus – par ceux auxquels ils sont destinés, ou par ceux dont ils parlent, ou bien ils ont pu être recouverts par l'histoire, abandonnés à « **la critique rongeuse des souris**<sup>1</sup> », mais ce n'est pas mon sujet. Par ailleurs, cette démarche et cette posture, je les pratique en marxiste, c'est-à-dire à partir de quelques théories cardinales : théorie matérialiste de

---

<sup>1</sup> Dans la préface de sa **Contribution à la critique de l'économie politique** (1859), Marx indique que Engels et lui ne trouvèrent pas d'éditeur pour le manuscrit de **L'Idéologie allemande** rédigé entre le printemps 1845 et la fin 1846. Il ajoute : « **Nous abandonnâmes d'autant plus volontiers le manuscrit à la critique rongeuse des souris que nous avons atteint notre but principal, voir clair en nous-mêmes** ».

l'histoire<sup>2</sup>, théorie de l'aliénation/exploitation<sup>3</sup>, théorie de l'émancipation<sup>4</sup>. Enfin, j'évite les polémiques inutiles.

Est-ce vraiment si important – encore aujourd'hui - de batailler sur cette question ? Je crois que oui et j'en vois le premier indice dans le fait que depuis trente ans le système politico-médiatique – qui sait ce qu'il fait - répète à l'envi que l'échec de 1991 est l'échec du communisme. Un exemple entre mille : celui de la panthéonisation de Manoukian. Je laisse de côté ici l'évident calcul politicien qui se trouve derrière ce choix du président de la République et je m'en tiens à la cérémonie. Chacun se souvient que celle-ci a été l'occasion de rendre hommage à l'action des communistes pendant la guerre, et le discours du Président de la République n'y a pas manqué. Pour une fois, les communistes ont bu ses paroles avec satisfaction. Oui, mais, après la cérémonie, est venu le temps des commentaires sur les plateaux des chaînes de télévision. Et là, ce n'était plus la même chanson. On a entendu des choses comme : **« Il ne faudrait pas que les paroles du PR conduisent les communistes à se monter du col... n'oublions pas le pacte germano-soviétique... les crimes staliniens... l'échec économique... les files d'attente devant les magasins... l'absence totale de démocratie... »**. Les commentateurs ont doctement échangé pendant quelques minutes sur un ton très bonhomme et sont passés à autre chose ; en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, ils venaient d'administrer le contre-poison du discours présidentiel. Les exemples de ce genre de *“remise des pendules à l'heure”* sont innombrables, tant dans les médias que dans la vie courante.

J'indique que le discours anti-communiste est institué au sein même de l'institution éducative. Par exemple, Charvin me dit que dans l'enseignement supérieur, quand commence la guerre froide, les professeurs (même le progressiste Maurice Duverger) adoptent la distinction « **dictature – démocratie** », alors qu'avant la guerre froide ils distinguaient « **démocraties occidentales – démocraties marxistes** ». Dans l'enseignement scolaire, depuis 1995, les programmes d'histoire des lycées embrassent dans un même ensemble, nommé « **les totalitarismes** », l'approche du fascisme italien, celle du nazisme

---

<sup>2</sup> Cf. Conférences sur la conception matérialiste de l'histoire et sur l'idéologie.

<sup>3</sup> Cf. Conférences sur les **Manuscrits de 1844** et sur le fétichisme.

<sup>4</sup> Conférences à venir à partir de 2025-2026.

allemand et celle de la Russie stalinienne. En 2011, le parallèle a même été étendu – en ce qui concerne la Russie - à l'ensemble de la période 1917-1991, faisant ainsi relever de la notion de totalitarisme, -à parts égales, -aussi bien Staline que Khrouchtchev et Gorbatchev. Cette nouvelle acception de la notion de totalitarisme, en plus d'être encore plus abusive que la première, a le défaut de barrer la route à la pensée des nuances qui peuvent être décelées entre les différentes périodes. Ces faits, qui mettent en lumière le caractère politique des politiques éducatives, expliquent que dans toute société les hommes et les femmes intériorisent des idées qui ne viennent pas de nulle part : ce sont les idées de la classe dominante. Je reviens sur le grand amalgame fait par les programmes d'histoire : il fait dire à Charvin que nous serions peut-être mieux inspirés – au lieu de parler tout uniment de régime « **stalinien** » - de distinguer des périodes offensives (Lénine, Khrouchtchev) et des périodes défensives (Staline, Brejnev, Gorbatchev).

Par ailleurs, la diabolisation de l'idée communiste par le système politico-médiatique a participé à un désamour très important vis-à-vis du PCF. Son audience, qui avait commencé de baisser dès les années 1970, n'est allée qu'en s'amenuisant, surtout après 1991. Le communisme n'est d'ailleurs pas seul en cause dans cette affaire. Il faut aussi tenir compte des transformations du système des emplois et des reculs de l'État social de droit, qui ont conduit des millions de salariés à des attitudes de repli sur soi et de désengagement citoyen. Quoi qu'il en soit, le PCF a aussi sa part de responsabilité puisque, globalement, il a soutenu l'URSS sur l'ensemble de la période, et la critique qu'il a faite après coup du stalinisme s'est révélée peu convaincue, peu convaincante, et, au total, inaudible. Par exemple, le PCF n'a pris aucune initiative politique spectaculaire, comme il en a le secret, pour s'adresser "en grand" à la fois aux adhérents du PCF et aux masses populaires.

Faut-il lui en tenir grief ? On peut être tenté, aujourd'hui, des décennies après les faits, d'apporter à cette question une réponse "claire et nette", expéditive. Pour ma part, je ne tomberai pas dans cette facilité. Il faut se remémorer la dureté du débat politique à la Libération et au cours de la Guerre froide ; se remémorer la dureté de la répression contre les militants communistes. Il faut bien voir qu'après guerre Staline est auréolé de son statut de vainqueur d'Hitler. À l'époque, c'est ainsi que le

considèrent les  $\frac{3}{4}$  des Européens. L'URSS représente le communisme et l'avenir. C'est « **le grand frère** ». Par ailleurs, les ouvriers savent bien que si, à la Libération, des mesures de progrès social ont été possibles, c'est grâce à l'existence de l'URSS. En outre, c'est aussi grâce à elle que la décolonisation s'est faite, et que les pays libérés de la tutelle occidentale ont pu survivre. Dans ce contexte, les critiques adressées à Staline et à l'URSS ne sont pas prises au sérieux par une part significative des peuples ; elles sont portées au compte de l'anti-communisme et de la haine de classe. À cette époque, nombreux sont les militants qui se disent staliniens en toute bonne conscience. Pour être plus précis, nombreux sont ceux qui se disent communistes et qui, en tant que tels, se disent staliniens. Communistes, et staliniens évidemment. Selon Charvin, c'est « **un vrai ciment pour l'avenir** ». Chez les militants communistes qui ont connu la guerre, ajoute-t-il, il faut aussi ajouter « **la hantise de voir l'unité du parti se rompre** ». L'unité sera quand même mise à mal dans les DOM-TOM : Aimé Césaire va émanciper le PCG du PCF quand il va voir que ce dernier, qui est prompt à dénoncer l'exploitation de tel ou tel peuple étranger, ne lève pas le petit doigt quand il s'agit de lutter contre les discriminations dont sont victimes des citoyens français dans les Caraïbes.

Bref : pas de critique de l'URSS et de Staline après la guerre. Les quelques-uns qui, dès les années 1940-1950, ne s'inscrivent pas dans cette voie soviétique/stalinienne sont tout bonnement considérés comme des brebis égarées, dont beaucoup pensent que l'histoire va inexorablement recouvrir leurs faits et gestes.

Première grande douche froide en 1956, avec l'invasion de la Hongrie et le rapport Khrouchtchev, trois ans après la mort de Staline. Il n'y aura pas de critique et de bilan. Pouvait-il y en avoir un cette année-là ? Non ! Il ne pouvait pas y en avoir pour plusieurs raisons. 1) La guerre froide battait son plein, et cela incitait toutes les parties en présence, dans les différents pays, à s'arquebouter sur des positions sans nuance. 2) Faire le bilan du stalinisme à cette époque – bilan qui aurait nécessairement été critique – aurait été perçu comme une déclaration de guerre par le Kremlin et aurait entraîné mesures de rétorsion, insultes, création d'une scission et, finalement, isolement du PCF au sein du mouvement communiste international. 3) Le contexte national, enfin, n'est pas propice à un bilan critique car la droite est extrêmement virulente. Par exemple, le siège de

L'Humanité a été attaqué par des militants fascistes. Le PCF ne bouge donc pas. Une logique de fermeture sur soi va l'emporter. L'isolement par rapport à la société française va s'accroître. La perte d'influence va commencer, ainsi que les départs de nombreux militants.

Je m'explique sur cette expression « **Pas de bilan** », que je vais utiliser à plusieurs reprises. Je ne veux pas dire par là qu'aucun bilan de l'URSS n'a été fait. Je vais y venir dans un instant. Je veux dire par là que le PCF n'a pris aucune initiative politique spectaculaire et populaire pour faire le bilan de l'URSS.

En 1968, un scénario approchant s'est reproduit avec l'invasion de la Tchécoslovaquie. Charvin - qui a vécu cet épisode - me rapporte que le premier mouvement du Bureau politique du PCF est d'exprimer sa « **réprobation** ». Eh bien, il devra vite rétro pédaler et passer de la "réprobation" à la « **désapprobation** » parce que la base, qui est appelée à voter sur cette réprobation, ne l'entend pas de cette oreille. Pro-soviétique elle est, pro-soviétique elle demeure, et même bien plus que les directions<sup>5</sup>. Je retiens de cet épisode que l'absence de bilan critique n'est pas à porter seulement au débit des directions. La masse des adhérents est également concernée.

En 1974 (je survole avec des bottes de sept lieues), paraît **L'Archipel du Goulag**. Le PCF, lui, diffuse systématiquement à tous les militants la propagande soviétique. La "*Nouvelle critique*" engage une réflexion sur l'URSS et le « **socialisme réel** » sous la houlette de Francis Cohen, qui débouchera sur des ouvrages publiés par les éditions sociales<sup>6</sup>, mais qui vaudra à leurs auteurs (dont Charvin) de voir leurs interventions sur ce sujet sérieusement encadrées<sup>7</sup>. En 1976, l'abandon de la dictature du prolétariat passe inaperçu. À la fin des années 1970, l'eurocommunisme fait un petit tour, et puis s'en va. En 1979, l'abandon de la référence au marxisme-léninisme passe inaperçu. La même année, Georges Marchais va parler de « **bilan globalement positif** », et les militants vont faire leur cette sentence. Pas de bilan. Marchais réitérera dix ans plus tard, en novembre 1989, après la chute du Mur de Berlin, et les militants vont aussi

---

<sup>5</sup> Pour autant, fait aussi remarquer Charvin, aucun éclairage ne sera jamais fourni sur la nature des problèmes qui opposaient le PC tchécoslovaque et le PC d'Union soviétique.

<sup>6</sup> En particulier, **L'URSS et nous**, éditions sociales, 1978.

<sup>7</sup> Il est également permis de se demander, mais je n'ai pas les moyens de le documenter, si la disparition de *La Nouvelle Critique* n'a pas à voir avec cet épisode.

avalier cette pilule. Pas de bilan. Soyons honnêtes : pendant cette décennie 1970, la direction du PCF n'est pas restée inerte, mais les efforts de renouvellement doctrinal déployés sont restés confinés à l'intérieur du parti, et même à une mince frange de celui-ci. Les débats, quoique faisant l'objet d'une réelle publicité dans les revues communistes, -et, cela aussi, il faut le noter, -passent au-dessus de la tête de la masse des adhérents. Faute de relais dans les fédérations et, *a fortiori*, les sections ? Ce serait à documenter. Nouvelle grande douche froide en 1991, mais ni analyses ni débats. C'est la faute à « ***l'insuffisance de démocratie*** », va dire la direction nationale. Pourquoi ? La question ne sera pas posée. Le navire continue de prendre l'eau. En 1994, l'abandon du centralisme démocratique passe inaperçu. La chute des effectifs n'a plus cessé ; les pertes d'élus ont été continues. La séquence Hue-Bufferet a failli être fatale au PC, et puis non, l'ECG a continué d'osciller. Et toujours pas de bilan du stalinisme.

J'ai dit tout à l'heure que je refusais la facilité consistant à apporter une réponse à l'emporte-pièce à la question de la responsabilité du parti dans le fait de n'avoir pas pris à témoin le peuple français, en 1956, sur la question du stalinisme. Je persiste et je signe. Les esprits n'étaient pas prêts.

Les esprits n'étaient pas prêts en 1956. Mais après ? Dans les années 80, 90, 2000, 2010, 2020 ? Et aujourd'hui, après 70 ans de glissade, dont ½ siècle de déclin ? Le temps a passé. Il faut quand même bien que l'on se mette à parler enfin de Staline et du stalinisme. Parlons-en.

C'est que le péril qui s'annonce maintenant, c'est le fascisme. Je vais achever cette prise de parole introductive avec cette question, et je vais m'appuyer sur Gramsci pour ce faire. Vous connaissez sa célèbre phrase : « ***La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître : pendant cet interrègne, on observe les phénomènes morbides les plus variés***<sup>8</sup> ».

Gramsci dit ça en 1930, quelques mois après le krach de Wall Street, qui avait fortement favorisé la montée de l'extrême droite en Europe, et alors que l'Union soviétique – sous la férule de Staline - avait mis fin à la NEP en 1928 et engagé la collectivisation des terres en 1929.

---

<sup>8</sup> Cahiers de prison, cahier 3 (rédigé en 1930).

La phrase de Gramsci peut être reformulée ainsi : le pouvoir en place n'est "déjà" plus capable de gouverner, et le pouvoir ouvrier n'en est "pas encore" capable. Dit encore autrement : le pouvoir bourgeois traditionnel a perdu sa légitimité (ni consentement, ni hégémonie) sur fond de crise socio-économique, alors que la gauche anticapitaliste n'est pas encore assez forte pour prendre la direction du peuple (de la nation). Cela crée un terrain favorable au développement, ainsi que nous le voyons en France, d'une variante de la politique bourgeoise, celle de l'extrême droite.

Il y a un instant, j'ai évoqué la crise socio-économique de 2007-2008. J'y reviens. Elle fait penser aux années 1930. Le choc initial de 2007-2008 est de la même ampleur que 1929. Par contre, la récession consécutive au choc a été moindre aujourd'hui qu'il y a un siècle<sup>9</sup>. Ce qui rend le choc de 2007-2008 difficile à digérer, ce n'est pas tant la récession subséquente que le fait que le choc est intervenu après trois décennies de régression socio-économique rampante qui a entraîné un repli généralisé sur des marqueurs identitaires (religion, race, nation) ainsi qu'une forte dérive vers la droite.

Le choc de 2007-2008 accélère brutalement ces évolutions en cours depuis plusieurs décennies, et il produit de la barbarie. Celle-ci a des visages : Trump (à tout seigneur, tout honneur), Steve Bannon (conseiller stratégique de Trump en 2016), Nigel Farage (Royaume Uni), Marine le Pen, Viktor Orban (Hongrie), Vladimir Poutine, Recep Tayyip Erdogan, Benjamin Netanyahu, Narendra Modi. Ce qui m'incite à parler, ce sont tous ces visages représentatifs de « **phénomènes morbides** », annonceurs de lendemains funestes. L'alternative formulée il y a bien longtemps par Cornelius Castoriadis est plus juste que jamais : socialisme ou barbarie.

Tout cela n'est pas très réjouissant, j'en conviens bien volontiers, mais telle est bien la situation politique à laquelle, me semble-t-il, nous sommes confrontés. C'est triste, désolant, désespérant, comme vous voudrez. Comment en sortir ? En musclant la bataille contre l'exploitation, dans les mille aspects qu'elle peut comporter ; en musclant aussi la bataille pour l'hégémonie, dans les mille aspects qu'elle comporte aussi ; en

---

<sup>9</sup> En grande partie grâce à la Chine et aux "pays émergents" en général, dont les marchés intérieurs sont restés ouverts aux exportations occidentales pendant la récession.

conduisant les deux en même temps ; en renforçant l'une par l'autre, et l'autre par l'une. Ces deux-là ne sont opérantes que si elles font la paire. Concentrer l'action du parti sur les thèmes socio-économiques, au détriment des thèmes sociétaux, reviendrait, selon Charvin, à faire du PCF une CGT-bis, et – en outre – affaiblirait notre lutte contre le FN, qui est très offensif sur le racisme, le masculinisme, l'anti-étatisme, l'indifférence à la culture et à l'environnement, etc<sup>10</sup>. Il faut donc se battre sur tous les fronts, et la formation doit être conçue en fonction de cela.

Quels résultats recherche-t-on ? Disons, au risque d'être sommaire ou vague (mais c'est aussi pour me tenir à distance de toute prise de position particulière) : la constitution d'un puissant bloc d'organisations progressistes/révolutionnaires (parti(s), syndicats(s), fondations, associations, etc...) capable de contribuer à l'émergence et à l'animation/direction d'une vaste alliance socio-politique et d'un vaste bloc populaire. Et c'est là où j'en viens, -pour conclure cet avertissement, -à la raison d'être de cet effort de bilan de Staline et du stalinisme. Qui ne voit que rien de ce que je viens de dire (ni les organisations ni l'alliance socio-politique ni le bloc populaire) n'advient tant que l'idée anti-capitaliste et/ou la visée communiste seront systématiquement rabattues sur l'expérience stalinienne, c'est-à-dire sur un nationalisme autoritaire et criminel. Je n'oublie certes pas, ce disant, les effets délétères de l'exploitation ; je n'oublie pas que dans les conditions capitalistes surgissent des innombrables lieux d'exploitation – ces antres prolétariens - de manière sournoise, de multiples effets de fragmentation de la conscience des travailleurs. Ma thèse, ici, est que le camp populaire est pris en tenaille entre les effluves dissolvantes des tréfonds prolétariens et l'implacable (et invisible) plafond de verre qu'il a lui-même laissé se former au fil du temps (certes, sous la houlette du système politico-médiatique) par le fait que le PCF n'a conduit en direction des larges masses aucun effort spectaculaire, persévérant et sincère pour dire que le stalinisme n'était pas du socialisme/communisme, -et que ce type de société n'avait encore jamais été essayé de par le vaste monde.

En procédant à ce difficile bilan de Staline et du stalinisme, c'est donc l'horizon, certes lointain, ô combien lointain, de l'émancipation des peuples que j'ai en ligne de mire. J'essaie d'écarter du chemin des

---

<sup>10</sup> Sans compter, ajoute encore Charvin, qu'en négligeant tous ces sujets, les communistes laissent le champ libre aux autres formations de gauche.

obstacles idéologiques ; pour reprendre l'image du plafond de verre : j'essaie de le percer. D'autres l'ont fait avant moi, sur lesquels je m'appuie ; je vais donner les noms (cf. références bibliographiques). Ils ont fait un travail formidable et précieux, mais qui, malheureusement, reste confiné à des cercles étroits, quand ils ne sont pas tout simplement snobés, voire même ostracisés. Pour ma part, je le redis, je m'adresse au public de l'éducation populaire, et je mets à sa disposition leurs travaux, en m'inspirant de la devise kantienne : *fais ce que dois, advienne que pourra*.

## INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

- Collectif<sup>11</sup>, *L'URSS et nous*, éditions sociales, 1978
- Collectif<sup>12</sup>, *Le siècle des communismes*, éditions de l'Atelier, 2000
- Deutscher Isaac, *Staline, Biographie politique*, Gallimard 1973 (1<sup>ère</sup> édition : 1949)
- Lewin Moshe,
  - *La formation du système soviétique*, tel/Gallimard, 1987 (édition en anglais : 1985)
  - *Russie/URSS/Russie*, M/Page2/Syllepse, 2017 (édition en anglais : 1995)
  - *Le siècle soviétique*, Fayard/Le Monde diplomatique, 2003 (édition en anglais : 2003)
- Martelli Roger, *Pour en finir avec le totalitarisme*, la ville brûle, 2012
- Sève Lucien, *Penser avec Marx aujourd'hui, tome IV « Le communisme » ?*, première partie, 2019
- Staline, *Textes*, 2 tomes, éditions sociales, 1983<sup>13</sup>
- Wolikow Serge, *L'Internationale communiste (1919-1943), Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, éditions de l'Atelier, 2010

---

<sup>11</sup> Ouvrage rassemblant des contributions de Alexandre Adler, Francis Cohen, Maurice Decailot, Claude Frioux et Léon Robel

<sup>12</sup> Ouvrage édité sous la direction de Michel Dreyfus, Bruno Groppo, Claudio Ingerflom, Roland Lew, Claude Pannetier, Bernard Pudal et Serge Wolikow.

<sup>13</sup> Introduction de Francis Cohen, choix des textes et traductions de Françoise Sève.